

Burundi : les ONG sous pression avant la réunion avec le ministre de l'Intérieur

RFI, 30-09-2018 Au Burundi, après le choc causé par la décision surprise du Conseil national de sécurité, jeudi, de suspendre d'activités pendant une période de trois mois toutes les ONG internationales qui œuvrent dans le pays, les organisations sont sous pression.

Il s'agit pour elles d'appliquer une nouvelle loi contrôlant leurs opérations et qui prévoit notamment qu'elles se conforment aux équilibres ethniques du pays disposés par la Constitution : 60% de Hutus et 40% de Tutsis. Tout le monde dans ce pays est suspendu à la réunion qu'organise le ministre de l'Intérieur à leur intention, d'autant qu'un certain flou existe encore sur la portée réelle de cette décision. Personne pour le moment ne peut deviner ce qui sera dit dans cette réunion, mais certaines ONG internationales ont déjà commencé à mettre en application la décision du Conseil national de sécurité. Care Burundi, l'une des plus importantes organisations à l'œuvre dans le monde rural, a suspendu officiellement tous ses programmes à partir de ce lundi. D'autres sont dans une position plus attentive, elles ont demandé à leur personnel de ne plus aller sur le terrain en attendant l'issue de la rencontre avec le ministre burundais de l'Intérieur. Officiellement, la décision de ce Conseil dirigé par le président Pierre Nkurunziza est irrévocable selon son porte-parole, mais certaines sources rappellent que cet organe n'a légalement qu'un rôle « consultatif ». Il faudrait que le gouvernement l'endosse publiquement, ce qui n'a pas encore été fait. Des ONG implantées dans le tissu économique du pays Mais ces sources espèrent surtout que le poids économique et social de ces ONG pourrait amener le gouvernement à mettre de l'eau dans son vin. Estimées à quelque 130 organisations, elles emploient entre 3 à 5 000 personnes dans un pays en crise, où plus de 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et 60% d'enfants souffrent de malnutrition chronique. Faustin Ndikumana, la tête d'une association qui milite pour la bonne gouvernance estime que cette fermeture pourrait avoir des conséquences « catastrophiques » pour l'économie burundaise. Il rappelle que les ONG internationales sont « le canal le plus important » pour l'arrivée de devises dans le pays et que « plus de 60% des visiteurs étrangers » y viennent par leur entremise. Il craint aussi les conséquences indirectes de cette éventuelle suspension : baisse du chiffre d'affaires des entreprises locales, impact sur le secteur bancaire, difficultés dans la transmission des médicaments, de l'engrais chimique, des semences, et autres. Aujourd'hui, c'est pratiquement toute l'aide des principaux bailleurs de fonds du Burundi qui passe par le canal des ONG internationales, qui risque de s'arrêter net. La seule Union européenne a en ce moment des programmes en cours ou qui vont débiter avant la fin de l'année d'un montant de plus de 150 millions d'euros, ces fonds qui vont bénéficier directement à la population devraient être injectés dans les secteurs de la santé, le développement rural ou encore l'énergie.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});